

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/W/31

17 septembre 1996

(96-3647)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais

PROJET DE LISTE EXEMPLATIVE

Relations entre pouvoirs publics et entreprises commerciales d'Etat et activités de ces dernières

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 septembre 1996, en demandant qu'elle soit distribuée à tous les Membres.

I. Précisions préliminaires

1. Conformément au Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 établi lors du Cycle d'Uruguay, le Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat a été chargé de dresser une Liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises commerciales d'Etat et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent et pouvant présenter un intérêt pour l'application de l'article XVII.

2. Les Membres sont convenus que la Liste exemplative figurant ci-après ne représente pas une ou des définition(s) de ce qu'est une entreprise commerciale d'Etat. Le Groupe de travail n'avait pas pour tâche d'affiner ou d'interpréter les définitions énoncées à l'article XVII et dans le Mémorandum d'accord concernant les entreprises commerciales d'Etat. La Liste exemplative a pour objet d'aider les Membres à décider si les entreprises relevant de leur juridiction peuvent être considérées comme des entreprises commerciales d'Etat, selon les définitions convenues, et, par conséquent, être notifiées à l'OMC.

3. Cette liste énumère donc les relations que les entreprises peuvent avoir avec les pouvoirs publics et les activités auxquelles elles peuvent se livrer afin de permettre aux Membres de décider si les critères de fond de l'article XVII et du Mémorandum d'accord doivent être appliqués à l'entreprise en question.

4. Cette liste est aussi complète que possible mais n'est pas considérée comme exhaustive. Il peut exister d'autres types de relations ou d'activités qui indiquent également l'appartenance à la catégorie des entreprises commerciales d'Etat. A l'inverse, aucun des éléments énumérés ne constitue nécessairement un moyen d'identification. Certaines relations avec les pouvoirs publics pourraient, après examen minutieux, ne pas révéler l'existence de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux. De même, certaines des activités énoncées ci-après pourraient bien être exercées par des entités qui ne sont pas des entreprises commerciales d'Etat. Il incombe donc à chaque Membre de décider si les entreprises relevant de leur juridiction correspondent aux définitions de l'OMC. Par ailleurs, comme cela est énoncé au paragraphe 4 du Mémorandum d'accord relatif à l'article XVII, les autres Membres ont le droit de présenter une contre-notification concernant toute entreprise qui, selon eux, devrait être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat.

II. Relations avec les pouvoirs publics

Les types de relations entre entreprises et pouvoirs publics susceptibles de revêtir l'existence d'une entreprise commerciale d'Etat sont énumérés ci-après:

- a) L'entreprise est un département de l'administration publique ou une entreprise appartenant (en totalité ou en partiel) à l'Etat, chargée principalement d'assurer, directement ou indirectement par l'intermédiaire de tiers dans le cadre de contrats:
 - i) la conduite des opérations d'importation et/ou d'exportation concernant un produit ou groupe de produits; et/ou
 - ii) le contrôle de la production nationale et/ou distribution sur le marché intérieur de ces produits; et/ou
 - iii) la distribution des importations de ces produits.
- b) L'entreprise est un organisme distinct des pouvoirs publics (c'est-à-dire qu'elle n'est ni un département de l'administration publique ni une entreprise dont le capital est détenu, en totalité ou en partie, par les pouvoirs publics) et
 - i) elle a été créée et est maintenue en vue d'exécuter un programme établi par les pouvoirs publics (portant notamment sur la stabilisation des prix, le soutien interne, la commercialisation); et/ou
 - ii) la loi en vertu de laquelle elle a été créée et est maintenue prévoit un certain degré de contrôle étatique sur ses activités; et/ou
 - iii) la totalité ou une partie de ses activités est financée par les pouvoirs publics par un ou plusieurs des moyens suivants:
 - crédits budgétaires;
 - taux d'intérêt/réductions d'impôts;
 - garanties (de prêts ou contre le risque de faillite, par exemple);
 - recettes provenant de la perception des droits de douane;
 - soutien ou aide extrabudgétaire auxquels ne peuvent prétendre les autres organismes du secteur privé; ou
 - iv) elle est financée et dirigée par les producteurs du produit qu'elle est chargée de commercialiser, et, bien que sa création et son maintien soient régis par la législation, l'Etat n'exerce pas de contrôle sur ses activités.

III. Activités menées par les entreprises commerciales d'Etat

5. On trouvera ci-après une liste des activités que peuvent mener les entreprises commerciales d'Etat. Cette liste a été établie à partir d'un inventaire des notifications communiquées au GATT et à l'OMC antérieurement. Une entreprise peut se livrer à une ou plusieurs de ces activités. Comme il a été mentionné plus haut, aucune de ces activités ne constitue nécessairement en soi un moyen de déterminer si une entreprise correspond à la définition de l'entreprise commerciale d'Etat de l'OMC.

Activités directement liées aux importations/exportations ou au régime de commerce

- a) Importations et/ou exportations (y compris, notamment, le contrôle des importations et/ou des exportations pour l'administration de contingents globaux ou bilatéraux convenus, de règlements phytosanitaires ou d'autres accords de limitation);
- b) application des prescriptions légales relatives à un programme de commercialisation des produits agricoles et/ou un mécanisme de stabilisation;
- c) autorisation et/ou gestion de la distribution sur le marché intérieur de produits importés;
- d) achats et ventes de produits nationaux sur la base de prix planchers et plafonds préétablis (achats/ventes d'intervention);
- e) garantie de crédits pour les transformateurs et/ou exportateurs;
- f) activités d'appui relatives aux exportations telles que le stockage, les transports maritimes, la transformation, l'emballage et l'assurance;
- g) maintien de stocks de sécurité de certains produits stratégiques et/ou agricoles;

Activités liées à la production nationale - à considérer en fonction de la position sur le marché

- h) autorisation et/ou gestion de la production nationale;
- i) autorisation et/ou gestion des activités de transformation de produits nationaux;
- j) autorisation et/ou gestion de la distribution sur le marché intérieur de produits nationaux;
- k) fixation du prix d'achat et/ou du prix de vente des produits nationaux;

Activités subsidiaires

- l) délivrance de permis d'importer ou d'exporter;
- m) contrôle de la qualité à l'exportation;
- n) commercialisation et activités de promotion à l'exportation et/ou sur le marché intérieur;
- o) négociation et/ou administration de contrats d'exportation et/ou d'importation bilatéraux à long terme;
- p) activités nécessaires à l'exécution d'obligations contractuelles de l'Etat.